

L'Humanité Rouge



Quotidien des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

Israël - USA

LE REGNE DE L'HYPOCRISIE

Renault

Les mouvements de grève continuent

Les caristes du département 38 se sont mis en grève depuis près d'une semaine pour protester contre un projet de restructuration que veut imposer la direction. Ils ont bloqué, avec leurs cars, l'accès des chaînes pour empêcher leur approvisionnement.

La direction a alors tenté à plusieurs reprises d'utiliser la méthode forte pour venir à bout de leur grève. Vendredi dernier, à 4 heures du matin, plusieurs dizaines de nervis les ont agressés.

Lundi, plus d'une centaine de nervis recrutés parmi la maîtrise ont encore tenté de les intimider.

Mais ces ouvriers, des immigrés pour la plupart, se sont organisés et mardi soir, les «Sequin» étaient, selon les dires des travailleurs de Renault, devenus «imprenables». Sous prétexte que la «liberté du travail n'est pas assurée», la direction a alors mis 800 ouvriers en chômage technique cherchant par ce véritable lock-out à briser la grève.

Procès Pailleron

C'EST LES VRAIS RESPONSABLES QU'IL FAUT JUGER !



Il y a quatre ans et demi, deux jeunes garçons de 14 et 15 ans, Patrick et Marc, craquaient une allumette dans le CES-Pailleron. Celui-ci a alors brûlé rapidement comme du carton-pâte.

L'enquête a montré que les matériaux utilisés pour sa construction ne correspondaient pas aux normes de sécurité. Voilà où conduit la recherche de la rentabilité avant tout. Dans notre pays, de nombreuses écoles, des hôpitaux, divers établissements publics sont encore construits comme le CES Pailleron.

Pourtant ce drame n'est pas le premier. Quelques années auparavant, il y avait eu des dizaines et des dizaines de morts lors de l'incendie d'un dancing à Saint-Laurent-du-Pont.

Ce ne sera pas non plus le dernier si l'on n'interdit pas l'usage de matériaux dangereux.

C'est pour que les vrais responsables soient condamnés que l'association des familles des victimes s'est portée partie civile. Mais l'attitude de la justice a toujours consisté à mettre en avant les deux jeunes garçons tout en couvrant les vrais responsables et en retardant leur procès. Les parents des victimes ne s'y sont pas trompés «Ils ne sont que des pions, les vrais responsables, eux, devront payer», ont-ils déclaré.

p 3
la loi
sur l'informatique
p4
Congrès des Paysans
Travailleurs

Les tractations sur le Moyen-Orient demeurent à l'ordre du jour avec la publication d'une déclaration commune américano-sioniste. Celle-ci, qui se présente comme un simple «document de travail» et porte principalement sur la procédure de convocation de la fameuse conférence de Genève traduit l'embarras de l'impérialisme américain.

Elle témoigne également de l'hyprocrisie profonde qui préside à toutes ces grandes manœuvres diplomatiques sur le dos du peuple palestinien.

Il n'y a qu'à voir le commentaire d'un grand quotidien sioniste. Il parle de cette nouvelle position américaine comme «un retour aux définitions précédentes mais pas une renonciation aux nouvelles».

Dans sa déclaration précédente, l'impérialisme US reconnaissait pour la première fois l'existence des «droits légitimes du peuple palestinien». Dans celle-ci, il accorde aux sionistes le droit de ne pas se sentir engagés par cette formule. Il réaffirme également que la base de la convocation de la conférence de Genève ne peut qu'être la résolution 242 de l'ONU, votée par l'URSS comme par les USA et qui fait du problème palestinien un simple problème de réfugiés.

Cette déclaration aboutit donc à rendre pratiquement inopérante la précédente. Elle témoigne une nouvelle fois que le peuple palestinien n'a rien à attendre de ces prétendues négociations par lesquelles les superpuissances veulent le faire renoncer en fait à ses intérêts vitaux.

Non à l'expulsion imminente des Travailleurs immigrés du 89 rue Fondary (Paris XV)

A l'appel des résidents du foyer
SOIREE DE SOUTIEN
Samedi 8 octobre
à 18 H
Foyer de Grenelle
17, rue de l'Avre
Métro : La motte piquet Grenelle

Editorial

Barre fait de l'autosatisfaction

Quand Raymond Barre parle de la situation économique devant trois mille patrons il n'y va pas de main morte. D'abord il leur dit : «Votre action en matière d'emploi a été exceptionnelle». Que oui 1 500 000 chômeurs, quel bel effort. Et il va être poursuivi.

Il est vrai que Barre parlait devant son public qui ne demandait qu'à être rassuré.

Car les patrons sont moroses. Le chômage augmente et il faut embaucher. Alors Barre leur propose des contrats de 6, 7, 8, mois non renouvelables pour les jeunes par exemple et après la porte il leur a soufflé la solution.

Et Barre va plus loin. «Il faut, dit-il, remédier à cette situation absurde où des employeurs n'arrivent pas à trouver de main d'œuvre quand les statistiques font état de plus d'un million de chômeurs». Barre n'a plus la même conception que nous du chômage, il en trouve moins. Pour aider les patrons, il propose de quitter sa région, sa province, la déportation systématique à Paris (80% des postiers parisiens sont de la province). Les voyages forment la jeunesse. Ce qu'il dit aussi «trop souvent, ce n'est pas l'emploi dont on a besoin qu'on demande, mais l'emploi qu'on souhaite». Entendez par là il y en a qui ne veulent pas travailler à n'importe quel prix et dans n'importe quelles conditions, cela est intolérable.

Barre a rassuré les patrons mais la situation est difficile pour les travailleurs. Un seul chiffre peut le prouver : 1,6% de hausse des prix en septembre,

c'est dur quand Barre prévoyait 6,5% de hausse des prix en 1977. On en est déjà à 8,4% fin septembre.

A tout cela, qui prouve déjà que la case n'est pas finie et que le bout du tunnel est encore loin, s'ajoute toutes les campagnes gouvernementales visant à accrédi- ter le chômage aux immigrés.

Et alors là, on n'y va pas avec la cuiller pour se débarrasser des immigrés. «aide au retour», étendue, plus de cartes de travail délivrées, pas de familles en France, et un lot de mesures répressives. Après avoir bu le sang des immigrés au sens plein du terme c'est à dire jusqu'à les assassiner la bourgeoisie les jette dehors. Car c'est bien la bourgeoisie qui assassine rue Sedaine dans le foyer-caserne de l'AFTAM où l'on dort à 300 là où on ne devrait être que 100. Car c'est bien la bourgeoisie qui assassine par sa campagne hystérique contre les agressions dans le métro prétendument commises par une majorité d'immigrés.

Mais vraisemblablement Barre et les ouvriers ça ne colle pas bien ensemble. LIP c'est reparti, chez DUBIGEON, les jaunes restent dehors, les papeteries de Bretagne à Rennes sont occupées et les jeunes travailleurs de PEUGEOT de Sochaux refusent de payer leur loyer au foyer Bethoncourt.

Autant de signes encourageants pour nous qui prouvent qu'un jour Barre ou son successeur devront céder la place aux ouvriers qui prendront en main leur pouvoir.



Mardi à Antenne 2

Complaisance vis à vis du nazisme

Mardi soir aux dossiers de l'écran, A2 a présenté une émission sur Kappler. Le film, présenté en début d'émission : «SS représailles» cherchait à excuser Kappler présenté comme un homme cultivé et sensible, cherchant à éviter les représailles, n'agissant que sous la contrainte de ses supérieurs. S'il a participé personnellement aux exécutions des fosses Andréatines en Italie, c'était pour épargner les sales besognes à ses subordonnés.

De nombreux téléspectateurs indignés téléphonèrent pour protester. Le professeur Werner devait confirmer que Kappler n'était pas tel que le film le dépeignait et qu'en outre il avait déjà organisé des représailles contrairement à ce que le film voulait nous faire avaler.

Les personnalités allemandes invitées au débat cherchèrent à minimiser les crimes nazis et l'action actuelle des groupes néo-nazis. Les explications avancées étaient du genre «il y a des monstres partout» ou mettaient en cause la violence en général, sans oublier de faire l'amalgame avec les prétendus crimes de Staline.

Le député du CDU évoqua sans honte la démarche des autorités allemandes pour obtenir la grâce de Kappler. D'après lui, on ne pouvait reprocher à Kappler que d'avoir fait du zèle en exécutant quelques otages de plus que ceux demandés par Hitler. Quant aux représailles, pour lui, elles étaient normales.

A propos des récentes manifestations racistes d'élèves-officiers brûlant des Juifs en effigie, le député du Parti social-démocrate (SPD) déclara : «Ce ne sont là que des plaisanteries de mauvais goût».

La palme revient au journaliste Peter Scholl Latour qui expliqua combien Hitler était ridicule, (ridicules aussi les 20 millions de morts, les camps de la 2ème Guerre Mondiale) que c'était grâce à la radio qu'il avait pu avoir une telle influence. Aujourd'hui avec la télé il ferait un gros bidon.

On ne peut que s'indigner que de tels propos soient complaisamment étalés à la télé.
*partis allemands bourgeois

Hausse de prix

8,4% depuis janvier

D'après l'indice CGT, l'augmentation des prix pour septembre a atteint 1,6 % par rapport à juillet. Par rapport à septembre 76, soit en un an, la hausse du coût de la vie a atteint 11,3 % par rapport à janvier 77 : 8,4 %.

L'astrologue Barre, quant à lui, prédisait 6,5 % de hausse des prix en un an (!).

Après l'arrestation de K. Croissant

Un nouveau délit : la défense politique ?

Après l'arrestation de Klaus Croissant, l'avocat allemand des membres de la «bande à Baader», vendredi à Paris, deux femmes, dont l'une hébergeait K. Croissant, ont été inculpées samedi soir à Paris pour recel de malfaiteur.

Croissant n'a rien d'un malfaiteur ni d'un terroriste. Son seul crime est la défense des membres de la bande à Baader. Son arrestation avait suscité l'inquiétude de plusieurs associations d'avocats et juristes (dont le syndicat de la Magistrature) sur l'introduction d'un «nouveau délit inexistait à ce jour en France : le délit de défense politique».

L'assimilation de K. Croissant à un malfaiteur, son arrestation, sa comparution devant la justice, l'inculpation des deux femmes, tout ceci confirme le bien-fondé des déclarations des associations de magistrats et d'avocats. On sait qu'en RFA de nouvelles lois assimilent la défense de certains militants politiques à la complicité avec le terrorisme.

LE NUMERO 17 DE LA JEUNE GARDE ROUGE EST PARU.

Au sommaire : - Editorial : travailler, vivre et lutter au pays - Programme des fêtes de la JCLMF à Montpellier et à St Brieuc - Français-immigrés, solidarité : halte aux crimes racistes ! - Chômage, sélection, c'est la loi du capitalisme : à l'action contre la réforme Haby ! - Travail et luttes à la campagne - Solidarité internationale - Une fête populaire.



● Chine

Renouveau de la littérature et de l'art

«Que cent fleurs s'épanouissent» : cette directive traduit bien la nouvelle situation de la littérature et de l'art en Chine en 1977.

A Pékin, un grand festival val de théâtre national a eu lieu à l'occasion du 35e

anniversaire de la publication de l'œuvre de Mao : «Intervention aux causeries sur la littérature et l'art à Yanan». Plus de 2000 artistes et écrivains y ont participé. Tous les acquis de la Révolution dans ce domaine ont été passés en revue. Au programme, il y avait de nouvelles créations et des œuvres remarquables réalisées durant les diverses périodes révolutionnaires : un programme très varié regroupant aussi bien l'opéra de Pékin, le théâtre moderne ou encore les danses folkloriques, la musique nationale, etc.



Le ballet folklorique «La Société des sabres» décrit la lutte du peuple au XIXe siècle

anniversaire de la publication de l'œuvre de Mao : «Intervention aux causeries sur la littérature et l'art à Yanan». Plus de 2000 artistes et écrivains y ont participé. Tous les acquis de la Révolution dans ce domaine ont été passés en revue. Au programme, il y avait de nouvelles créations et des œuvres remarquables réalisées durant les diverses périodes révolutionnaires : un programme très varié regroupant aussi bien l'opéra de Pékin, le théâtre moderne ou encore les danses folkloriques, la musique nationale, etc.

A Pékin toujours, a eu lieu en juillet un festival théâtral de l'APL : plus de 5 000 artistes ont présenté une cinquantaine de pièces à thèmes très variés.

L'exposition nationale qui a eu lieu récemment à Pékin fut également un succès : elle a attiré chaque jour plus de 10 000 visiteurs.

Ce renouveau artistique ne touche pas uniquement la capitale. Partout en Chine

l'écrasement de la bande des Quatre. Celle-ci a contrôlé un certain temps les médias. Elle avait élaboré une théorie réactionnaire sur l'art et la littérature, obligeant tous les artistes et écrivains à l'appliquer. C'est ainsi que la création littéraire et artistique était étouffée. De nombreux artistes qui avaient cessé leur activité depuis des années ont pu la reprendre, tels le poète Ho Hing-tche, l'écrivain Yang Mo et les chanteuses Wang Kouen et Kouo Lan-ying.

Parmi les pièces populaires traditionnelles qui viennent d'être remises en scène figurent «Rebelles malgré eux» et «La fille aux cheveux blancs», premier opéra révolutionnaire chinois.

De plus, de nombreux films consacrés à la révolution démocratique et à la révolution socialiste, considérés par la bande des Quatre comme nocifs ont été projetés à nouveau. Un grand nombre de films à pa-

raître est prévu sur divers sujets importants.

Des écrivains et des artistes sont allés vivre dans les usines, des villages et des unités de l'armée pour préparer de nouvelles créations.

Par exemple, Li Ki tra-

vaillé aux côtés des hommes de Taking ou encore l'écrivain Hao San séjourne dans un village de la banlieue de Pékin où il écrit un roman décrivant la façon dont les paysans chinois s'engagent

dans la collectivisation. La liste est longue. Elle concerne aussi les peintres et les sculpteurs.

Le renouveau de la littérature et l'art en Chine passe aussi par une meilleure connaissance des œuvres étrangères.

Depuis le début de cette année, des œuvres de Beethoven et d'autres compositeurs étrangers ainsi que des chants et danses de certains pays du tiers monde ont été présentés à Pékin. De même, des traductions chinoises de plusieurs œuvres étrangères ont été éditées par la Maison d'édition de la littérature populaire.

Depuis le début de cette année, des troupes culturelles et artistiques du Laos, du Canada, du Japon, de l'Allemagne de l'Ouest, de la Yougoslavie, de la Norvège, de la Roumanie, du Viet Nam et du Bangladesh ont effectué des tournées en Chine, tandis que des troupes artistiques chinoises allaient donner des représentations dans de nombreux pays.

(*) Armée populaire de libération.

● URSS

L'épouse, la mère et la fille du marin soviétique, Valentin Agapov, réfugié en Suède depuis 1974, ont décidé de poursuivre «jusqu'à leur dernier souffle» la grève de la faim qu'elles font depuis le 1er octobre.

Elles protestent contre le refus des autorités de leur accorder des visas d'émigration. Début 1976, elles avaient déjà fait une grève de la faim de 40 jours.

Le 22 août dernier, 22 500 Suédois, membres du «comize Agapov» ont envoyé un appel au secrétaire général de l'ONU, Kurt Waldheim pour lui demander d'intervenir.

● Seychelles

L'océan Indien n'appartient ni à Washington ni à Moscou, et les pays qu'il baigne devraient participer aux discussions actuelles des deux grands sur la démilitarisation dans cette partie du monde, a déclaré mercredi, à Mahé, le président seychellois, M. Albert René, au cours d'une conférence de presse.

Précisant qu'il avait demandé aux deux superpuissances de participer aux discussions, le président René a indiqué qu'il n'avait pas pour l'instant obtenu de réponse.

● Grande-Bretagne

Les assistants contrôleurs aériens sont en grève depuis 5 semaines pour faire aboutir des revendications salariales.

De façon à assurer un meilleur rapport de force, les assistants contrôleurs ont décidé de bloquer le trafic-cargo de l'aéroport de Londres-Heathrow.

De plus, des piquets de grève doivent être installés à chaque entrée du terminal de fret.

● USA

24 000 ouvriers de la compagnie d'aviation «Boeing» se sont mis en grève, mardi, dans les usines de plusieurs États et notamment à Seattle.

Les ouvriers réclament une augmentation de leur salaire horaire.

Cette grève est menée par les travailleurs de «Boeing» dans divers coins des USA : 19 400 grévistes à Seattle (État de Washington), 3 200 à Wichita (Kansas), mais aussi à Cap Canaveral en Floride et à Portland en Oregon.

● Cambodge

Mardi 4 octobre, Pol Pot, secrétaire du Comité central du Parti communiste du Kampuchéa et premier ministre du gouvernement, a quitté Pékin. La délégation fut accompagnée à l'aéroport par plusieurs dirigeants chinois dont Houa Kouo-feng.

Dimanche soir, Pol Pot

a déclaré que cette visite fut «un plein succès». Il a fait part de l'amitié inextinguible qui existe entre les peuples chinois et du Kampuchéa.

Pol Pot a expliqué qu'une identité de vue s'est dégagée sur «tous les problèmes d'intérêt commun».

La délégation du Kampuchéa a quitté la Chine pour se rendre en République démocratique de Corée où elle est reçue par Kim Il Sung.

● Afrique du Sud

Mardi, la police a arrêté 184 manifestants dans les cités noires du Transvaal. Dans le même temps, un deuxième africain décédait à l'hôpital des suites de ses blessures causées lors

des émeutes de dimanche à Queenstown, dans l'est de la province du CAP. Près de cette ville, il y eut de nouvelles manifestations mardi contre lesquelles la police est intervenue, un blessé, 65 arrestations.

Par ailleurs, le boycott scolaire commencé à Soweto, l'immense ville africaine de Johannesburg, il y a plus de deux mois, continue de s'étendre. Plusieurs cités des Bantoustans, Bophuthatswana et Ciskel ont rejoint le mouvement. A Port-Elizabeth, plus de 500 professeurs noirs ont participé à un meeting des étudiants en grève, ceux-ci leur demandaient de démissionner pour protester contre le système d'éducation bantou. Des milliers de professeurs de Soweto ont déjà démissionné par solidarité avec leurs élèves.



ABONNEMENTS A L'HUMANITE ROUGE

QUOTIDIEN

	Pi ouvert (sous bande)	Pi fermé (sous enveloppe)
1 mois	32 F	44 F
3 mois	60 F	132 F
6 mois	120 F	264 F
Soutien	150 F	300 F

QUOTIDIEN AVEC SUPPLÉMENT BIMENSUEL

1 mois	26 F	54 F
3 mois	78 F	164 F
6 mois	156 F	368 F
Soutien	200 F	400 F

Liberté sous caution 30.000 F une paille

M. Hector Villalon est impliqué dans ce que certains ont appelé l'affaire «Revelli-Beaumont». Ce monsieur tout-le-monde a versé 30 000 F et il est libre. Théoriquement, cette mesure n'est pas exceptionnelle et n'importe qui peut en profiter. C'est ça la démocratie en matière de justice. Mais qui peut se permettre de payer 30 000 F pour une liberté sous caution.

Certainement pas un ouvrier ou un employé et pour les immigrés, inutile d'insister, de toute façon ce sera l'expulsion ou Arenc, la prison clandestine.

C'est bien une nouvelle preuve, qu'en France, nous avons affaire à une justice de classe.

«Union des français de bon sens»

Gérard Furnon, PDG «musclé» et antisindicaliste, a présenté l'Union des Français de bons sens, mouvement dont il est président. Il était notamment assisté de Joël Dupuy, ce fasciste qui avait créé un comité de soutien à l'armée bourgeoise. Le programme de Furnon, c'est tout simplement de reconstituer «le consensus dans l'entreprise qui amènera rapidement un consensus national à travers une collaboration de classes qui se substituera à l'actuelle lutte de classes destructrice.» On ne s'étonnera pas ensuite qu'il ait déclaré avoir déjà reçu des «dons» quinze jours après la création de son mouvement. Nul doute que celui-ci sera richement doté par le patronat.

Dioxine: un an après elle s'étend encore !

Des contrôles pratiqués dans 127 établissements scolaires de la région Milan-Seveso ont montré qu'une cinquantaine d'entre eux étaient contaminés par la dioxine, ce poison hautement toxique répandu par l'usine Icmesa, le 10 juillet 1976. Quatre localités avaient été épargnées jusque là, Barlassina, Bovisio, Masciago et Nova Milanese sont maintenant touchées. Ainsi à Seregno, dans une école primaire, les résultats ont fait apparaître une concentration variant de 4,80 à 9,6 microgrammes de dioxine par mètre carré alors que le seuil de sécurité se situe à 0,75 microgramme.

Maroc: contrat de phosphate pour l'URSS

Des entretiens récents entre le Maroc et l'URSS semblent être conclus de façon positive en faveur de la signature d'un prochain contrat de fourniture de phosphates marocains à l'URSS. Un contrat très important puisque prévu pour une durée de 25 à 30 ans, il porterait sur un montant d'investissements de l'ordre de deux milliards ; le Maroc dispose actuellement de 4 grands centres d'extraction du phosphate : Mekala, Ganntour, Oulad Abdoua et... Bou Craa, au Sahara occidental, abusivement occupé par les troupes d'invasion marocaines. Voilà qui témoigne de l'intérêt réel que porte l'URSS au peuple sahraoui qui lutte pour imposer son droit à l'autodétermination. Un intérêt qui ne résiste pas à la perspective de faire de fructueux profits en pillant ses richesses naturelles.

Stoléru au banc des accusés

Lionel Stoléru, secrétaire d'État auprès du ministre du Travail, s'est défendu d'avoir pris des mesures racistes. «Une campagne mensongère, a-t-il déclaré, essaye de faire croire aux travailleurs français que la France mène une politique autoritaire de renvoi, une politique raciste. Cette présentation est fautive. Le libre choix et l'égalité des droits seront respectés».

Mais pourtant, faire pression sur les travailleurs immigrés en interdisant à leur famille de venir les rejoindre, laisser entendre qu'en partant, ils «libéreront des emplois» et donc les rendre responsables du chômage, parler de réprimer davantage les travailleurs immigrés qui ne sont pas en «règle» tout en suspendant la carte de travail, qu'est-ce que c'est si ce n'est pas du racisme ?

La loi sur l'informatique est votée

A chaque instant le gouvernement veille sur nous

Le but de la loi discutée et votée hier est de garantir la liberté individuelle du citoyen face à la mise en fiche systématique. C'est du moins ainsi que l'a présenté Peyrefitte, garde des Sceaux, devant... une cinquantaine de députés.

Le fait est que chacun d'entre nous est mis en fiches, dans différents ministères :

Etes-vous «proches de l'anormalité»?

En fin de compte, chaque système de fiches mis en place par le gouvernement a pour but de surveiller les opinions politiques, syndicales ou philosophiques.

Les journées d'informatique médicales à Toulouse ont révélé en 1975 et en 1976, l'existence d'un projet de mise en fiches des malades mentaux : «détection des inaptes ou probablement inaptes au service national pour raisons psychiatriques». Or, parmi les critères d'inaptitude psychiatrique on relève : les conflits avec l'employeur, la mésentente avec les parents, les fugues, autant de critères montrant que vous êtes «proches de l'anormalité»...

tères : police, armée, santé, école, etc. L'électronique de l'ordinateur, permettrait de réunir tous ces fichiers à n'importe quel moment et de tout savoir sur tout citoyen. C'était l'objectif d'un projet nommé Safari (joli nom !) en 1974. Devant les protestations, une commission d'étude s'est mise en place, aboutissant à la loi votée.

la loi prévoit : une commission nationale pour surveiller l'utilisation des fichiers électroniques, que chaque citoyen aura accès à ce fichier pour en faire corriger les erreurs, que l'information sera collectée au grand jour, que les origines raciales, les opinions politiques, religieuses ou syndicales n'y figureront pas. C'est un vaste attrapenigaud !

Une commission nationale de contrôle ? Mais elle sera nommée par le gouvernement : le gouvernement qui contrôle le gouvernement, vous voyez tout l'intérêt ! Chaque citoyen pourra aller consulter son fichier ? Nos lecteurs se voient-ils aller au ministère de la Police demander à voir ce qui est écrit sur eux pour corriger les erreurs ? L'information se fera au grand

jour ? On supprimera donc les enquêtes de police en civil, les écoutes téléphoniques, les micros, l'ouverture du courrier ? Qui pourrait croire cela ? On ne tiendra pas compte des opinions des gens fichés ? Les enquêtes de police sur les militants syndicaux auraient donc pour seul but de surveiller leur bonne santé ? De qui se moque-t-on ?

Mais il y a aussi des dispositions dangereuses dans cette loi. Le fameux fichier Safari pourra exister, mais «dans de strictes limites». Limites définies selon les intérêts du gouvernement. Il y aura donc bien un ordinateur pouvant à tout moment regrouper sur chacun de nous tous les renseignements longuement collectés sur tous les aspects de notre vie.

Quant aux députés de gauche, les quelques-uns qui étaient présents à l'ouverture du débat, font des amendements. Ils proposent par exemple de faire partie, eux aussi, de la commission de contrôle. Alors que c'est le principe même de la mise en fiches de chaque citoyen par l'Etat capitaliste qu'il faut refuser. Mais peut-être espèrent-ils se servir de toutes ces informations quand ils seront au

gouvernement. Les dirigeants du PC portugais ne se sont-ils pas servis des dossiers quand ils arrivèrent au pouvoir ?

Manchester-St Etienne
Un ballon en or

La fédération européenne de foot-ball avait disqualifié Manchester à cause de l'attitude provocatrice de certains supporters (c'est du moins ainsi que les choses furent présentées). Bref, au nom de la pureté du sport ! Or voilà, un match international, ça fait des sous ! Alors, on a joué quand même match retour. Et la pureté du sport ? Disparue.

Mais il y a plus. Un match, ça fait des téléspectateurs, donc des subventions. Or, il y avait trois matches importants ce mercredi : pour la France, Saint-Etienne-Manchester ; pour la Belgique, une journée de championnat, pour la Hollande, le match Hollande-URSS. Les télés des trois pays s'arrachent les téléspectateurs. On a voulu refuser à A2 le droit de diffuser le match Saint-Etienne-Manchester en direct, pour ne pas troubler les téléspectateurs belges ou hollandais. Et réciproquement !

Et la pureté du sport ? Enterrée !



Chapatte (à gauche) directeur des sports à Antenne 2, se bagarre avec Fernand Sastre, président de la Fédération française de football. Mais on ne parle pas sport. On parle fric.

Rassemblement national
6 novembreOCTOBRE
AUJOURD'HUIUn tremplin pour les batailles
politiques de 1978

Placé sous le signe des leçons d'Octobre 17, toujours actuelles, le rassemblement national du 6 novembre sera ancré au cœur des préoccupations, des interrogations, des luttes de la classe ouvrière et des masses populaires de notre pays. Et elles sont nombreuses aujourd'hui, à la veille des élections législatives de mars 1978.

Comme toutes les élections bourgeoises, celles-ci sont destinées à tromper le peuple en créant l'apparence de la démocratie, en suscitant l'illusion que le fait d'un simple bulletin glissé dans l'urne peut changer son sort. Elles permettent aussi une redistribution des cartes entre les différentes tendances de la grande bourgeoisie pour mieux assurer sa dictature.

Mais celle-ci ne durera pas toujours. Contre elle,

la classe ouvrière s'unifie, s'aguerrit, acquiert de l'expérience. Et les élections, organisées par la bourgeoisie, suscitent malgré elle, bien des interrogations sur la question du pouvoir. Qui l'exerce ? Au service de qui ? Pour faire quelle politique ? Autant de questions qui mûrissent au sein de la classe ouvrière de notre pays.

Il ne manque pas de charlatans pour y répondre : «Votez pour nous ! Le pouvoir, nous l'exercerons en votre nom ; au service de vos intérêts !».

Les partis de droite ne font guère plus illusion. La pseudo-union de la gauche provoque de plus en plus de doute et de défiance, notamment depuis l'étalement public de son aigre et profonde querelle. Mais alors quelle voie prendre ? Quelle perspective permettra de sortir d'une situation qui

devient, chaque jour, intolérable à la grande masse du peuple ?

C'est bien à ces questions que les marxistes-léninistes entendent répondre à leur rassemblement national. En présentant leur programme, leur ligne politique, leurs propositions, sur la lutte de classe dans les entreprises, dans les campagnes, contre le capital monopoleur, contre les deux superpuissances fauteurs de guerre, contre le faux parti communiste de Marchais, ils ouvriront ainsi de façon offensive leur propre campagne qui consistera à dire partout, là où ils présenteront des candidats comme là où ils n'en auront pas : «Oui, la révolution est possible, oui, c'est bien la seule perspective, la seule réponse possible aux problèmes de notre temps et aux contradictions de la société française».



la France des luttes

PAYSANS TRAVAILLEURS PREPARE SON PROCHAIN CONGRES (1)

Le syndicat national «Paysans-Travailleurs» tiendra ses assises, les 17 et 18 novembre prochains, lors de «journées nationales». C'est ce qu'ont annoncé les représentants de la direction du syndicat, le Collectif national, lors d'une conférence de presse, tenue à Paris, le 3 octobre dernier (voir article de l'Humanité Rouge du 5 octobre).

Ces journées nationales du syndicat marqueront incontestablement une étape dans le développement de «Paysans-Travailleurs», ont indiqué leurs représentants. Comme il est dit, dans leur communiqué de presse du 3 octobre, il se déroulera dans une période où «des équipes (syndicats de base locaux NDLR) sont organisées et s'organisent dans la plupart des régions de France, soit une cinquantaine de départements».

Les précédentes journées nationales s'étaient tenues à Rennes, les 19 et 20 octobre 1974, avec pour thème central «S'unifier et s'organiser». A cette époque, beaucoup de groupes «Paysans-Travailleurs» militaient encore dans d'autres syndicats, et il fallait rompre avec cela, pour construire un syndicat organisé et autonome sur les plans départemental et national.

Le congrès de Rennes adopta cette orientation et l'organisation des «Paysans-Travailleurs» marqua un pas.

Depuis, on le sait aujourd'hui par des révélations du Collectif national, une lutte intense s'est déroulée

au sein du syndicat sur, au moins, deux questions d'importance : d'une part, faut-il un syndicat indépendant de toute formation ou parti politique dans la période actuelle ? et d'autre part, faut-il un syndicat véritablement de classe des paysans exploités, c'est-à-dire un syndicat qui prenne pour base prioritaire les intérêts des petits paysans ?

A ces deux questions, une minorité d'adhérents, qui détenait néanmoins des postes de responsabilité au niveau national, ont voulu précipiter l'entérinement de leur ligne par la convocation d'un «Conseil national» (février 1976) en toute hâte, sans préparation ni discussion à la base. Au nom de l'«élargissement» du syndicat, ils voulaient entraîner «Paysans-Travailleurs» dans des alliances au sommet sans principe, comme par hasard avec les syndicats liés à l'Union de la gauche.

C'était proposer une voie qui aboutirait inévitablement à rompre l'autonomie et l'indépendance du syndicat et d'en faire un rassemblement au service d'une échéance électorale. Au nom de l'élargissement, ils

proposaient une ligne syndicale floue sur le plan des classes et de la lutte de classe à la campagne, ce qui n'a rien d'étonnant quand on connaît la situation sociale de certains chefs de file de cette tendance.

Faisant preuve de maturité syndicale, la majorité des délégués rejetèrent cette ligne. Mais les leaders de la minorité refusent dans les faits leur échec, et entament jusqu'en août 1976 (date de leur démission) des activités de sappe interne au syndicat visant à jeter la confusion, semer le défaitisme sur l'avenir du mouvement, espérant ainsi créer par des combines, une situation favorable à la réalisation de leur projet : une coordination des syndicats agricoles dits de gauche. Ils se servaient du fichier central pour prendre des contacts en secret ou envoyer des plate-formes

signés «Coordination Paysans-Travailleurs».

Seulement, leur plan échoua lamentablement. Leur conciliabule en «secrètes» fut révélé au grand jour à l'intérieur du syndicat, et ils durent se retirer de la direction, complètement isolés.

Depuis un an, le Collectif national travaille avec l'ensemble des adhérents à l'organisation du syndicat et à la définition d'une orientation de classe par le fonctionnement du débat démocratique. C'est, dans ce cadre, que se dérouleront les prochaines «journées nationales».

Dans un prochain article, nous aborderons les thèmes de ces journées, telles que nous l'ont communiqué les représentants de «Paysans-Travailleurs» à la conférence de presse.



● Peugeot - Belfort

ENCORE ET TOUJOURS LA CGT

Nous avons reçu de Belfort une nouvelle correspondance qui montre, plus que ne le font les discours, l'ignominie des dirigeants de la CGT :

«Notre camarade G. est ouvrier chez Peugeot. Il est père de 4 enfants, il a été malade 39 mois, suite à un accident. A cette époque, il se voit proposer par le département social du comité d'entreprise, dirigé par la CGT, une place de colonie de vacances pour ses enfants, par mademoiselle J...»

«Cette offre est gratuite. Elle est faite pour aider ce malade. On lui offre même de l'argent pour compléter le trousseau. Tout cela se passait en 1972 (110 F de don).

«Quatre ans après, il y a

une réclamation de la part du Comité d'entreprise (département social) et notre camarade se retrouve, en septembre 1977, au tribunal et doit payer 228,07 F pour une côte-part de 110 F.

«Voilà où en arrive les syndicats. Notre camarade a montré à maintes reprises son dévouement pour le syndicat et les travailleurs. Il y a quelques années, il passait ses samedi et ses dimanche à monter bénévolement les chalets de Clermoulin (propriété du CE de Peugeot)...

Un tract, sur ce sujet, a été affiché. Le lendemain, il y avait un poste de notre camarade un papier non signé disant en gros : «Tu la fermes et tu auras ton fric». Groupe autonome ouvrier

LE NUMERO 46 DE LA FAUCILLE EST PARU

Un numéro consacré principalement aux syndicats agricoles, sur la lutte pour un syndicat de classe et de masse pour les petits paysans. Mais aussi des analyses sur les monopoles agro-alimentaires et des articles sur les luttes qui se mènent à l'heure actuelle à la campagne

Passez vos commandes à
La Fauçille
BP 258
75866 - Paris
Cédex 18

● Mery - Sur - Oise

Grève des loyers dans un foyer d'immigrés

Dernièrement, les loyers du foyer «La bonne ville» (un foyer pour immigrés mariés) ont augmenté de presque 100 %. Les habitants du foyer n'ont pas été avertis de l'augmentation et rien, apparemment, ne la justifie.

Devant les explications confuses qui leur ont été données (notamment l'eau chaude a augmenté, il faut payer les arriérés), une grève

des loyers a été décidée. Les locataires réclament :
- leur facture en eau et en électricité directement de l'EDF

- un contrat ou bail de location qu'ils n'ont pas
- une salle de réunion
- un cours de jeux aménagés pour les enfants
- un entretien conséquent des bâtiments
- une surveillance du parking, étant donné qu'ils payent les droits.

● Rennes - Papeteries de Bretagne

Grève avec occupation

Les papeteries ont déposé leur bilan. Cette entreprise fabriquait 90 tonnes de papier par jour à partir du papier de récupération. C'est 124 personnes qui risquent de se retrouver au chômage. Les travailleurs ont décidé l'occupation de l'usine. La fabrication est arrêtée mais la vente et les livraisons continuent. Le personnel tenait hier 5 octobre, une assemblée générale et a organisé une manifestation en ville.

Renault

LES MOUVEMENTS DE GREVE CONTINUENT

(Suite de la page une)

Les travailleurs du département 74 se sont mis eux aussi en grève le 29 pour protester contre le licenciement abusif de deux d'entre eux. A leur retour de maladie, la maîtrise a en effet annoncé à deux ouvriers immigrés qu'il n'y avait plus de poste qui leur convienne. De telles méthodes sont couramment employées à Renault, comme nous l'a confirmé un militant de la CFDT, et les médecins de Renault y concourent activement. Pour chaque travailleur, le médecin remplit «une fiche d'aptitude» sur laquelle il note la robustesse, la résistance à l'effort, aux vibrations, etc... Puis il effectue une cotation : à 44 000, c'est le costaud, à 33 000, forme moyenne, à 22 000, ça commence à baisser ; souvent, à la visite de retour de mala-

die, le chiffre baisse. Et lorsque le médecin l'a mentionné en rouge sur la fiche, la maîtrise annonce à l'ouvrier «y a plus de poste». De telles méthodes ont empiré depuis quelques mois.

Après avoir licencié dans ses filiales, en cachette, Renault, entreprise nationalisée bon teint, cherche par tous les moyens à accroître les licenciements individuels. Elle a recours pour cela à des moyens fort employés à Citroën. Le fait qu'ils le soient également à Renault démontre qu'il n'y a, sur le fond, aucune différence quant au sort des ouvriers entre ces deux entreprises. Voilà des faits qui infirment tous les mensonges et toutes les illusions que cherchent à répandre notamment les dirigeants du PCF sur les nationalisations.

A propos du film Harlan County USA

Légende de la «Vie ouvrière» : Provocation... Des hommes de main armés sont embauchés par les sociétés pour couvrir les «jaunes».

En réalité, cette photo montre des mineurs armés, prêts à répondre aux nerfs armés, eux, de mitraillettes. Mais pour la «Vie ouvrière», des hommes armés, ce ne peut être que des provocateurs et non les masses.



SOUSCRIPTION

60 MILLIONS AVANT
LE 31 DECEMBRE!
L'exemple de LIP

Quand en 1973 éclate que toute la grande presse bourgeoise appela l'«affaire Lip», rares sont ceux qui sont enthousiasmés par la tournure des événements dans les grands états-majors politiques et syndicaux.

Or, quelle lutte exemplaire pour toute la classe ouvrière. D'abord du point de vue de la démocratie prolétarienne. Imaginez trente secondes des centaines de travailleurs réunis en assemblées générales, élisant des commissions, discutant de tous les problèmes de la popularisation, des collectes, de la solidarité, des journées portes-ouvertes. Cela change un peu du ronron des assemblées convoquées par les bonzes révisionnistes qui vous bazardent pendant des heures des slogans tout faits et qu'ils font tout seuls dans un coin.

Lutte instructive du point de vue de son caractère résolument opposé à

la légalité bourgeoise. Pendant de longs mois, les travailleurs vont occuper leur usine, affronter les forces de répression, planquer les stocks de montres, vendre des montres au-dessous du cours du marché. Autant de choses que la bourgeoisie a qualifié de «vol», de «concurrence déloyale», autant de choses qui feront la popularité de la lutte des Lip, autant de choses qui feront la manif de Besançon ; nous étions 100 000 sous la pluie et notre défilé s'étendait sur 8 km.

Mais pour en rendre compte le plus clairement et le plus fidèlement possibles, hier comme aujourd'hui, tirer les enseignements de ces luttes, il faut se déplacer, interviewer, participer activement à la lutte. C'est pourquoi plus que jamais les petits sous de tous nos amis, camarades, contacts sont nécessaires.

En avant pour les 60 millions !